

Levée des sanctions américaines contre le Burundi

@rib News, 19/11/2021 - Source Agence Anadolu Le président américain, Joe Biden, a annoncé jeudi soir la levée de l'état d'urgence concernant la situation au Burundi, ainsi que la fin des sanctions ciblées qui visaient quatre ex-hauts gradés de l'armée et de la police impliqués dans des violences en 2015. «Je mets fin par la présente à l'état d'urgence nationale déclaré sur le Burundi dans l'ordonnance exécutive 13712 du 22 novembre 2015», a-t-il annoncé dans un décret.

Selon Joe Biden, la situation qui avait donné lieu à la déclaration d'état d'urgence nationale «s'est considérablement améliorée depuis l'année dernière après le transfert de pouvoir à la suite des élections de 2020 et la poursuite de réformes par le nouveau Président, Evariste Ndayishimiye». Washington avait déclaré, le 22 novembre 2015, une urgence nationale «pour faire face à la menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis, par rapport à la situation sécuritaire au Burundi, marquée par des assassinats et d'autres violences atroces contre les civils; cette situation constitue une menace à la paix, à la sécurité et à la stabilité du Burundi et de la région». En novembre 2015, les USA avaient également imposé des sanctions ciblées (gel des avoirs, restrictions de voyage..) à quatre ex-hauts gradés de l'armée et de la police burundaises impliqués dans des violences au plus fort d'une crise politique et sécuritaire consécutive à la décision du président alors, Pierre Nkurunziza, de briguer un 3^e mandat jugé illégal. Deux des quatre personnalités visées faisaient partie du gouvernement. Il s'agit du général Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la Sécurité publique à l'époque et ancien ministre et du général Godefroid Bizimana qui était, à l'époque, directeur général adjoint de la police. Les deux étaient les généraux Godefroid Niyombare (ex-chef d'état-major de l'armée) et Cyrille Ndayirukiye (ex-ministre Défense). Ces derniers avaient participé à la tentative de coup d'Etat du 13 mai 2015. Joe Biden a aussi mis fin à ces sanctions individuelles. Le président burundais, Evariste Ndayishimiye a chaleureusement accueilli cette décision. «Au nom du gouvernement burundais et de tout le peuple burundais et en mon nom propre, je salue cette décision américaine», a-t-il déclaré vendredi dans une publication sur son compte twitter, Le nouveau président burundais s'attelle à redorer l'image du Burundi vis-à-vis des partenaires depuis sa prise de fonction en juin 2020. Bien que les partenaires ont déjà repris la coopération avec le Burundi, notamment l'Organisation internationale pour la francophonie OIF. Le Conseil de sécurité de l'ONU a retiré le Burundi de son agenda et le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique lui a emboîté le pas quelques mois après. L'Union européenne n'a, pour sa part, pas encore levé les sanctions prises en mars 2016 contre le Burundi.